

La main-d'œuvre bruxelloise demandée en périphérie

Les tensions sur le marché de l'emploi en Flandre représentent des opportunités d'emploi pour les Bruxellois. Un accord de coopération vise à lever les freins réels et «mentaux».

PAULINE DEGLUME

Comme son code postal l'indique, le groupe Capgemini Belgium se trouve à Diegem en Flandre. À quelques mètres de la frontière régionale et du terminus du tram 62 de la Stib, le consultant IT reste cependant facilement accessible aux habitants de la capitale. Une douzaine de chercheurs d'emplois bruxellois ont récemment été recrutés par la multinationale pour des postes de «junior digital test engineers» dans le domaine de la qualité et du test logiciel. Et ce après avoir suivi une formation créée spécifiquement par le Pôle Formation Emploi Digitalcity.brussels, au sein duquel collaborent le secteur privé, Bruxelles Formation et Actiris.

C'est donc là-bas que les ministres bruxellois et flamand de l'Emploi ont discuté ce mardi de la première analyse conjointe relative au marché de l'emploi de la Région bruxelloise et de la province du Brabant flamand. Celle-ci confirme un phénomène déjà connu, à savoir que le marché de l'emploi en Flandre est confronté à des tensions en raison du vieillissement de sa population, tandis que le taux de chômage à Bruxelles, région caractérisée par une population jeune, est plus élevé qu'ailleurs. Les deux régions poursuivent dès lors le même objectif: mettre plus de Bruxellois à l'emploi en Flandre où les entreprises font face à une pénurie de main-d'œuvre. «C'est du win-win», résume ainsi Jo Brouns (CD&V) qui a récemment repris la compétence emploi au nord du pays.

Tous les acteurs sont convaincus du potentiel de croissance pour les navettes sortantes vers la Flandre. À Bruxelles, les chercheurs d'emploi infra-qualifiés se heurtent aux exigences des postes découlant de l'économie de service: le nombre d'offres d'emploi pour des travailleurs peu qualifiés a en effet baissé de 50% au cours de la période 2015-2019. À l'inverse, ces offres ont

augmenté de 30% dans le Brabant flamand.

Si la mobilité professionnelle semble offrir une réponse évidente aux inadéquations existantes au sein des marchés du travail bruxellois et flamand, le niveau de qualification demeure encore un obstacle pour faire correspondre les 8.702 postes vacants de la périphérie (octobre 2021) au profil des chercheurs d'emploi bruxellois. Tout comme le niveau linguistique, le transport, la discrimination au travail, la fracture numérique et l'accueil de la petite enfance. «Il y a aussi des freins mentaux. Certains s'imaginent que la périphérie, c'est forcément loin, ou qu'il faut un diplôme de langue», ajoute le ministre bruxellois Bernard Clerfayt (DéFI).

L'accord de coopération conclu

«Il y a aussi des freins mentaux. Certains s'imaginent que la périphérie, c'est forcément loin, ou qu'il faut un diplôme de langue.»

BERNARD CLERFAYT (DéFI)

MINISTRE BRUXELLOIS DE L'EMPLOI

l'an passé entre le VDAB et Actiris attend lever ces obstacles. Le ministre Brouns – qui entend continuer à attirer en Flandre 2.000 demandeurs d'emploi bruxellois supplémentaires chaque année – s'est ainsi engagé à ajouter des professions à la liste des métiers pouvant faire l'objet d'une validation des compétences. La solution passera forcément aussi par la formation. Le nombre total de demandeurs d'emploi distincts bruxellois ayant entamé une formation au VDAB (Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding) a d'ailleurs augmenté de 40% de 2017 à 2019, selon l'analyse conjointe.

Formation sur-mesure

Côté bruxellois, l'obligation du bilan de compétence linguistique et

numérique et d'un parcours de formation choisi doit aussi permettre d'améliorer les chances des Bruxellois de décrocher un emploi. Les formations sur-mesure avec promesse d'embauche à la clé comme celle réalisée pour Capgemini sont une autre piste concrète.

Enfin, pour ce qui est de casser certains stéréotypes, Actiris a lancé la campagne «En job, c'est aussi un job» visant à encourager les Bruxellois à s'ouvrir à l'idée de bosser en périphérie. Le site web de la campagne indique pour chaque offre d'emploi les temps de trajet en voiture, transports publics et vélo depuis le domicile du chercheur d'emploi. Le volet de la campagne qui vise les employeurs de la périphérie est prévu pour septembre.



Comme la Région bruxelloise compte une importante population issue de l'immigration, les ministres Bernard Clerfayt (DéFI) et Jo Brouns (CD&V), ici au centre, veulent accélérer le processus de reconnaissance des diplômes et des compétences. © TIM DIRVEN